

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE CRETEIL**

---

**Minute n° : 03/00067 - 8ème Chambre Cabinet H**

**R.G. : 01/05231**

**Du : 22 Janvier 2003**

**Affaire : GRANGER / NEWTON**

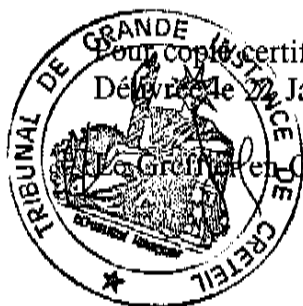
**EXTRAIT DES MINUTES  
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRETEIL  
DEPARTEMENT du VAL-de-MARNE**

---

**LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRETEIL  
(DEPARTEMENT du VAL-de-MARNE)**

**SIEGEANT AU PALAIS DE JUSTICE  
Rue Pasteur Valléry-Radot à CRETEIL**

**A RENDU LA DECISION DONT LA TENEUR SUIT :**



**MINUTE N° : 03 / 67**

**JUGEMENT : Contradictoire**

**DU : 22 Janvier 2003**

**DOSSIER : 01/05231 / 8ème Chambre Cabinet H**

**AFFAIRE : GRANGER / NEWTON**

**OBJET : DIVORCE - ARTICLE 242 DU CODE CIVIL**

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRETEIL**

**LE JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES**

Juge : Monsieur MEYER  
Greffier : Madame URSCHER

**PARTIES :**

**DEMANDEUR :**

**Monsieur Patrick Claude Jean GRANGER**

né le 02 Juin 1960 à BLOIS (41000)

de nationalité Française

Chcz Melle HEBERT

1 Rue des Tourterelles

41400 MONTRICHARD

représenté par Me Claude LE LAY, avocat au barreau de CRETEIL, vestiaire : PC 32

**DEFENDEUR :**

**Madame Julie NEWTON épouse GRANGER**

née le 15 Mai 1960 à CRESWELL (GRANDE BRETAGNE)

de nationalité Britanique

16 Rue du 11 Novembre 1918

Bâtiment C1

94350 VILLIERS SUR MARNE

représentée par Me Dominique GLAZIOU-LHOMME, avocat au barreau de CRETEIL,  
vestiaire : PC 260

- 1 Grosse + 1 Expédition à Me LE LAY

- 1 Grosse + 1 Expédition à me GLAZIOU-LHOMME

## PROCEDURE ET DEBATS

Le mariage a été célébré le 17 Décembre 1988 devant l'officier d'état civil de  
EPINAY SUR SEINE (93), sans contrat préalable.

Aucun enfant n'est issu de cette union.

Autorisé par ordonnance de non conciliation du 02 Juillet 2001, **Monsieur Patrick GRANGER** a assigné son conjoint en divorce sur le fondement de l'article 242 du Code Civil le 24 Septembre 2001

**Madame Julie NEWTON** a conclu au rejet de la demande et a formé une demande reconventionnelle en divorce le 15 Mai 2002.

L'instruction de la procédure ayant été close par ordonnance, l'affaire a été appelée le 22 Janvier 2003 devant le Juge aux Affaires Familiales qui en a délibéré et a rendu le jugement à l'audience publique de ce jour.

**- CAUSE DU DIVORCE -**

Sur la demande principale :

Au soutien de sa demande, **Monsieur Patrick GRANGER** expose que **Madame Julie NEWTON** faisait preuve d'agressivité verbale à son égard, et, notamment, l'injurait devant la clientèle du fond de commerce exploité en commun.

Il ne verse aux débats qu'une attestation, émanant de Monsieur HEBERT, dont il n'est pas contesté qu'il est le père de sa maîtresse, avec laquelle il a eu un enfant.

Par ailleurs, les énonciations de cette unique attestation sont contredites par l'attestation produite par **Madame Julie NEWTON** et établie par Madame GOSSET.

Par conséquent, **Monsieur Patrick GRANGER** ne rapporte pas la preuve de violations graves et renouvelées des devoirs et obligations du mariage rendant intolérable le maintien de la vie commune.

Sur la demande reconventionnelle :

Au soutien de sa demande reconventionnelle, **Madame Julie NEWTON** allègue en particulier que son époux avait une liaison extra-conjugale dont un enfant est issu, qu'il a exercé des violences à son encontre.

La réalité des violences n'est pas établie, la plainte déposée par **Madame Julie NEWTON** à cet égard ayant été classée sans suite.

Par contre, les autres griefs sont établis par les pièces produites par **Madame Julie NEWTON**, et leur réalité n'est d'ailleurs pas contestée par **Monsieur Patrick GRANGER**.

Ces faits constituent une violation grave et renouvelée des devoirs et obligations du mariage et rendent intolérable le maintien de la vie commune.

En conséquence, il convient de prononcer le divorce **aux torts exclusifs du mari**.

#### **- CONSEQUENCES DU DIVORCE -**

Sur les dommages-intérêts :

**Madame Julie NEWTON** sollicite, sur le fondement de l'article 266 du Code Civil, la somme de 4 500 Euros.

La rupture du lien conjugal, dont **Monsieur Patrick GRANGER** s'est rendu responsable par son attitude, cause à **Madame Julie NEWTON** un préjudice qu'il convient d'évaluer à 1 500 Euros.

Sur l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile :

**Madame Julie NEWTON** sollicite 1 220 Euros sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

En compensation des frais non compris dans les dépens que **Madame Julie NEWTON** a été contraint d'exposer et qu'il serait inéquitable de laisser à sa charge, il convient de lui allouer la somme de **700 Euros** sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

**Monsieur Patrick GRANGER** doit être débouté de sa demande formée sur ce fondement, le divorce étant prononcé à ses torts exclusifs

#### **DECISION**

**EN CONSEQUENCE :**

Le Juge aux Affaires Familiales statuant publiquement, après débats hors la présence du public, par jugement contradictoire susceptible d'appel,

Vu l'ordonnance du 02 Juillet 2001 ayant autorisé les époux à résider séparément,

Prononce **aux torts exclusifs du mari** le divorce de .

**Monsieur Patrick Claude Jean GRANGER**  
né le 02 Juin 1960 à BLOIS (41000)

**ET DE**

**Madame Julie NEWTON**  
née le 15 Mai 1960 à CRESWELL (GRANDE BRETAGNE)

**mariés le 17 Décembre 1988 à EPINAY SUR SEINE (93).**

Dit que le présent jugement sera publié conformément aux dispositions de l'article 1082 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Ordonne la liquidation des intérêts patrimoniaux des époux.

S'il y a lieu à liquidation du régime matrimonial par notaire, commet à défaut d'accord des parties sur le choix de ce dernier, Monsieur le Président de la Chambre Interdépartementale des Notaires de Paris ou son délégataire pour procéder à cette opération et le Président de la chambre concernée du Tribunal de Grande Instance de Créteil ou tout Juge délégué par ses soins pour en surveiller le cours et faire rapport en cas de difficultés.

Condamne **Monsieur Patrick GRANGER** à payer à **Madame Julie NEWTON** la somme de 1 500 Euros à titre de dommages-intérêts.

Condamne **Monsieur Patrick GRANGER** à payer à **Madame Julie NEWTON** 700 Euros sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Met les dépens à la charge de **Monsieur Patrick GRANGER** et dit qu'ils seront recouvrés par l'avocat de **Madame Julie NEWTON** conformément aux dispositions de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Ainsi jugé et prononcé au Tribunal de Grande Instance de Créteil, **8EME CHAMBRE CABINET H**, conformément aux articles 450 et 456 du Nouveau Code de Procédure Civile, l'an deux mil trois et le vingt deux Janvier, la minute étant signée par :

**LE GREFFIER**



**LE JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES**



N° 73

Mariage de **Patrick, Claude,**  
**Jean GRANGER** et de **Julie**  
**NEWTON**

Mariage dissous par jugement  
de divorce du juge aux  
affaires familiales du  
tribunal de grande instance  
de Créteil (Val de Marne)  
rendu le 22 janvier 2003.  
Décision de résidence  
séparée du 2 juillet 2001.  
Mention apposée à  
Epinay-sous-Sénart le  
30 juin 2003. L'Officier  
de l'Etat Civil par délégation.

Le dix sept décembre mil neuf cent quatre vingt huit  
à onze heures trente minutes, devant Nous ont comparu---  
publiquement en la Maison commune : **Patrick, Claude,** ---  
**Jean GRANGER**, Adjoint Responsable Sécurité, né à Blois---  
(Loir et Cher) le 2 juin 1960, domicilié à Epinay-sous---  
Sénart (Essonne), 1, rue de l'île de France, fils de ---  
Robert, Albert GRANGER, responsable Transport et de ---  
Nicole, Monique BAGLAND, sans profession, domiciliés à --  
Onzain (Loir et Cher), 20, rue du Plessis - d'une part --  
Et **Julie NEWTON**, employée de banque, née à Creswell ----  
(Grande-Bretagne) le 15 mai 1960, domiciliée à Epinay---  
sous-Sénart, 1, rue de l'île de France, fille de Daniel--  
NEWTON décédé et de Patricia FREEMAN, pianiste, domicilié  
à Whitwell Worksop Notts (Angleterre), 5 Holmefied Road--  
- d'autre part - Les futurs époux ont déclaré qu'il n'a -  
pas été fait de contrat de mariage. Ils ont déclaré l'un-  
après l'autre vouloir se prendre pour époux et Nous avons  
prononcé, au nom de la loi, qu'ils sont unis par le ----  
mariage. En présence de Christiane COUFFET épouse -----  
LARCHERON, employée de banque, domiciliée à Levallois----  
(Hauts de Seine), 36, rue Marius Aufass et de Régis ----  
BONNET, cadre sécurité, domicilié à Vernon (Eure), 93,---  
rue de la ravine, témoins majeurs. Lecture faite, et ----  
invités à lire l'acte, les époux et les témoins ont signé  
avec Nous, Albert NOTTECHEM, Adjoint au Maire d'Epinay--  
Sous-Sénart, Officier de l'Etat-Civil par délégation du--  
Maire.

*Spéculation*

*Musky* *Laurie*  
*Couy*



Pour copie certifiée conforme  
- à l'original présenté  
Epinay-sous-Sénart, le

30 JUIN 2003

Le Maire,

*Adjoint Municipal Délégué  
dans les Fonctions d'Etat Civil*

*J. COUET*